

Déscolarisation féminine et insertion socio-professionnelle en Côte d'Ivoire : analyse des limites de l'apprentissage en milieu urbain abidjanais

Dr. Safié Roseline epse N'Da

Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan
UFR Criminologie, Côte d'Ivoire

[Doi:10.19044/esj.2026.v22n5p77](https://doi.org/10.19044/esj.2026.v22n5p77)

Submitted: 15 January 2026
Accepted: 07 February 2026
Published: 28 February 2026

Copyright 2026 Author(s)
Under Creative Commons CC-BY 4.0
OPEN ACCESS

Cite As:

N'Da, S.R. (2026). *Déscolarisation féminine et insertion socio-professionnelle en Côte d'Ivoire : analyse des limites de l'apprentissage en milieu urbain abidjanais*. European Scientific Journal, ESJ, 22 (5), 77. <https://doi.org/10.19044/esj.2026.v22n5p77>

Résumé

Cet article analyse les obstacles à l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées engagées dans des parcours d'apprentissage en Côte d'Ivoire, dans un contexte marqué par la persistance des inégalités éducatives et socio-économiques. Il s'inscrit dans une lecture critique des politiques de formation professionnelle, fréquemment présentées comme des leviers d'insertion et d'autonomisation, mais dont les effets réels sur les trajectoires des bénéficiaires demeurent contrastés. L'objectif est d'apprécier dans quelle mesure l'apprentissage favorise une insertion durable ou contribue à la reproduction de situations de vulnérabilité. L'étude repose sur une approche qualitative conduite dans des centres de formation informelle situés à Abidjan, notamment dans les communes d'Abobo et de Yopougon. La collecte des données s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs et des focus groups réalisés auprès de 150 acteurs, comprenant des jeunes filles en apprentissage, des encadreurs, des responsables de centres de formation et des parents. Les matériaux recueillis ont fait l'objet d'une analyse thématique à orientation socio-criminologique, fondée sur un codage progressif et comparatif des discours. Les résultats montrent que, malgré l'acquisition de compétences techniques, l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles demeure largement précaire. L'absence d'accompagnement post-formation, les difficultés d'accès au financement, la faiblesse du soutien familial et la

précarité du marché du travail informel constituent des freins majeurs à l'autonomie économique. Face à ces contraintes, les stratégies développées restent essentiellement informelles. L'article conclut à la nécessité d'une approche intégrée de l'insertion, allant au-delà de la seule formation professionnelle, afin de renforcer l'autonomisation des jeunes filles déscolarisées et de réduire durablement les inégalités.

Mots clés : Déscolarisation féminine, Insertion socio-professionnelle, Formation professionnelle, Précarité sociale, Apprentissage

Female School Dropout and Socio-Professional Integration in Côte d'Ivoire: Analysis of the Limits of Apprenticeship in an Urban Abidjanese Environment

Dr. Safié Roseline epse N'Da

Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan
UFR Criminologie, Côte d'Ivoire

Abstract

This article analyzes the obstacles to the socio-professional integration of out-of-school young girls engaged in learning pathways in Côte d'Ivoire, in a context marked by the persistence of educational and socio-economic inequalities. It is part of a critical reading of professional training policies, frequently presented as levers for integration and empowerment, but whose actual effects on the trajectories of beneficiaries remain mixed. The objective is to assess to what extent learning promotes sustainable integration or contributes to the reproduction of vulnerable situations. The study is based on a qualitative approach conducted in informal training centers located in Abidjan, particularly in the communes of Abobo and Yopougon. Data collection was based on semi-structured interviews and focus groups conducted with 150 stakeholders, including young girls in training, supervisors, training center managers, and parents. The collected materials were subjected to a thematic analysis with a socio-criminological orientation, based on a progressive and comparative coding of the discourses. The results show that, despite acquiring technical skills, the socio-professional integration of young girls remains largely precarious. The lack of post-training support, difficulties in accessing financing, weak family support, and the precariousness of the informal labor market are major obstacles to economic autonomy. Faced with these constraints, the strategies developed remain essentially informal. The article concludes that an integrated approach to

insertion, going beyond mere professional training, is necessary to strengthen the empowerment of out-of-school young girls and sustainably reduce inequalities.

Keywords: Female dropout, Socio-professional integration, Vocational training, Social precarity, Apprenticeship

Introduction

Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, la déscolarisation des jeunes filles reste un défi majeur des politiques éducatives et sociales, en dépit des progrès accomplis en matière d'accès à l'éducation. En Côte d'Ivoire, les données récentes indiquent que l'abandon scolaire touche encore de manière disproportionnée les filles issues de milieux socio-économiques défavorisés, révélant la persistance d'inégalités structurelles dans les parcours éducatifs (MENA, 2023 ; UNESCO, 2022). Cette sortie précoce du système scolaire est un déterminant majeur de parcours de précarité, de marginalisation et d'exposition aux risques sociaux.

Les apports classiques de la sociologie de l'éducation permettent d'éclairer ces dynamiques. Bourdieu (1986) a démontré que l'école peut être un lieu d'intégration et de reproduction des inégalités sociales. Lorsqu'elle échoue à retenir ou à accompagner certaines catégories sociales, notamment les jeunes filles issues de milieux défavorisés, l'exclusion scolaire tend à se prolonger en exclusion sociale. Dans une logique plus générale de régulation sociale, Durkheim (1897) met en avant que ces ruptures affaiblissent les cadres normatifs qui encadrent les parcours individuels. Si ces analyses demeurent pertinentes, elles doivent aujourd'hui être réinterrogées au regard des évolutions actuelles des systèmes éducatifs et sociaux.

Ces mécanismes prennent une acuité particulière en milieu urbain. À Abidjan, les jeunes filles déscolarisées vivent dans un environnement caractérisé par une urbanisation rapide, une informalité économique élevée et un déclin des institutions traditionnelles de socialisation. Les travaux de Sissoko (2003) ont mis en évidence les stratégies d'adaptation développées par ces jeunes, souvent fondées sur l'économie informelle et des réseaux sociaux précaires. Les recherches plus récentes montrent que ces logiques, loin d'être transitoires, se sont durablement installées et structurent désormais les parcours juvéniles urbains, en particulier ceux des jeunes femmes (Honwana, 2014 ; Behrendt & Nguyen, 2018 ; UNDP, 2023).

La déscolarisation féminine s'inscrit également dans les profondes mutations socio-économiques et politiques qu'a connues la société ivoirienne au cours des dernières décennies. Les crises économiques et politico-militaires ont affaibli les mécanismes de protection sociale et rendu les jeunes, particulièrement les jeunes filles, plus vulnérables. Comme l'a souligné

Akindès (2011), ces recompositions sociales ont accentué les inégalités d'accès à l'éducation et à l'emploi. Les analyses contemporaines soulignent ainsi que la déscolarisation résulte d'un enchevêtrement de contraintes structurelles, familiales et institutionnelles, plutôt que d'un échec individuel (World Bank, 2018 ; OECD, 2024).

Dans ce cadre, la formation professionnelle et l'apprentissage sont souvent perçus comme des outils d'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées. Mais les travaux récents rappellent que l'insertion ne se limite pas à l'acquisition de compétences techniques. Elle constitue un processus complexe, qui suppose l'accès aux ressources, la capacité d'agir et la reconnaissance sociale (Sen, 1999 ; Robeyns, 2017 ; Chiappero-Martinetti et al. 2020). L'approche par les capacités permet donc de questionner la capacité effective des jeunes filles à convertir la formation reçue en libertés réelles.

De même, les études sur l'autonomisation révèlent que l'autonomisation est basée sur l'articulation entre ressources, pouvoir d'agir et accomplissements (Kabeer, 2005). Or, cette articulation demeure souvent entravée par l'absence d'accompagnement post-formation et par les contraintes du marché du travail informel, largement documentées dans les études récentes sur l'emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest (ILO, 2019 ; UNDP, 2023).

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent article. La visée de la recherche est de contribuer à une meilleure compréhension des conditions réelles d'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées en milieu urbain ivoirien, en dépassant une approche exclusivement centrée sur la formation professionnelle. L'objectif général est d'analyser les obstacles à l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées engagées dans des parcours d'apprentissage à Abidjan. Plus spécifiquement, il s'agit (i) d'identifier les obstacles structurels, sociaux et institutionnels qui limitent l'efficacité des dispositifs de formation professionnelle, (ii) d'analyser les expériences, les représentations et les stratégies développées par les jeunes filles concernées, et (iii) d'examiner les conditions nécessaires pour que la formation constitue un levier d'autonomisation durable.

À partir de cette problématique, la recherche s'articule autour de la question principale suivante : dans quelle mesure les dispositifs de formation professionnelle et d'apprentissage favorisent-ils une insertion socio-professionnelle durable des jeunes filles déscolarisées à Abidjan ?

Cette question se décline en plusieurs sous-questions :

- Quels sont les obstacles structurels, sociaux et institutionnels rencontrés par les jeunes filles déscolarisées engagées dans des parcours d'apprentissage à Abidjan ?

- Comment ces jeunes filles perçoivent-elles les dispositifs de formation professionnelle et quelles stratégies développent-elles pour s'insérer dans un contexte marqué par l'informalité économique ?
- Quelles formes d'accompagnement et de reconnaissance sociale sont nécessaires pour consolider leurs trajectoires d'insertion socio-professionnelle et favoriser une autonomisation durable ?

L'article s'organise en trois parties : la première présente le cadre théorique et conceptuel mobilisé ; la deuxième expose la démarche méthodologique de l'enquête menée dans des centres de formation professionnelle à Abidjan ; la troisième analyse les résultats empiriques, en mettant en évidence les limites des dispositifs existants et les conditions nécessaires à une insertion socio-professionnelle durable.

Cadre de référence

Le présent article s'appuie sur un cadre de référence pluridisciplinaire combinant la criminologie sociale, la sociologie de l'éducation et les approches contemporaines de l'autonomisation, afin d'analyser les trajectoires d'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées engagées dans des parcours d'apprentissage. Ce choix théorique permet d'appréhender simultanément les processus de vulnérabilisation, les mécanismes de reproduction des inégalités et les conditions effectives de l'autonomie.

Criminologie sociale et régulation des trajectoires juvéniles

Dans une perspective de criminologie sociale, la déscolarisation féminine est envisagée comme un facteur de vulnérabilité sociale lié à l'affaiblissement des mécanismes de régulation sociale et de socialisation secondaire. Cette approche, héritée des travaux fondateurs de Durkheim, a été largement réactualisée par la criminologie contemporaine, qui insiste sur les déterminants sociaux et institutionnels des trajectoires à risque (Mucchielli, 2004 ; Bonelli, 2018 ; Villeneuve et al., 2020). Elle permet de dépasser une lecture individualisante de la déviance pour analyser les contextes dans lesquels se construisent les parcours de marginalisation. Dans ce cadre, la formation professionnelle est appréhendée comme un dispositif de prévention sociale, susceptible de jouer un rôle de re-socialisation, à condition qu'elle s'inscrive dans un environnement institutionnel structurant et protecteur.

Sociologie de l'éducation et reproduction des inégalités

Le cadre théorique mobilise également les apports de la sociologie de l'éducation, qui met en évidence le rôle ambivalent de l'école et de la formation dans les processus d'intégration et de reproduction des inégalités sociales. Les travaux classiques de Bourdieu ont montré comment les inégalités scolaires prolongent les inégalités sociales ; les recherches

contemporaines soulignent que ces mécanismes demeurent particulièrement marqués pour les filles issues de milieux défavorisés, en contexte urbain africain (Darmon, 2016 ; UNESCO, 2022). La déscolarisation est ainsi analysée comme le produit de contraintes structurelles, économiques et de genre, plutôt que comme un échec individuel. Cette lecture permet de comprendre comment l'exclusion scolaire tend à se prolonger en exclusion sociale, notamment lorsque les dispositifs de formation professionnelle ne compensent pas les inégalités initiales.

Autonomisation et approche par les capacités

L'analyse s'inscrit enfin dans le cadre de l'approche de l'autonomisation et des capacités, qui met l'accent sur la capacité réelle des individus à transformer les ressources disponibles en opportunités effectives. Développée par Sen et enrichie par de nombreux travaux récents, cette approche permet d'évaluer la formation professionnelle non seulement en termes de compétences techniques, mais à partir de sa capacité à renforcer le pouvoir d'agir, l'accès aux ressources économiques et la reconnaissance sociale (Kabeer, 2005; Robeyns, 2017; Chiappero-Martinetti et al. 2020). L'absence d'accompagnement post-formation, de soutien à l'auto-emploi et d'ancrage institutionnel est ainsi analysée comme un frein majeur à la conversion de la formation en insertion socio-professionnelle durable.

Synthèse du cadre de référence

L'articulation de ces trois approches permet de proposer une lecture intégrée des trajectoires des jeunes filles déscolarisées. Elle met en évidence que l'insertion socio-professionnelle résulte de l'interaction entre :

- les dispositifs institutionnels (formation, politiques publiques, accompagnement),
- les ressources sociales et familiales,
- et les capacités effectives d'action des jeunes filles, dans un contexte marqué par l'informalité et la précarité.

Ce cadre de référence guide l'analyse des données empiriques et éclaire les résultats en montrant que la formation professionnelle peut constituer soit un levier de re-socialisation et de prévention sociale, soit un dispositif insuffisant lorsque les conditions structurelles de l'autonomisation ne sont pas réunies.

Méthodes

La présente étude adopte une approche qualitative à visée socio-criminologique afin d'analyser les déterminants sociaux, institutionnels et symboliques de l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées à l'issue d'une formation professionnelle. Elle s'inscrit dans le

champ de la criminologie sociale, attentive aux mécanismes de production des vulnérabilités, aux formes de régulation sociale et aux dispositifs de prévention des conduites à risque (Durkheim, 1897 ; Mucchielli, 2004).

Dans cette perspective, la déscolarisation féminine est appréhendée comme un phénomène social complexe, façonné par des inégalités économiques, familiales et institutionnelles, et non comme un simple échec éducatif. Les travaux classiques et contemporains montrent en effet que la sortie précoce du système scolaire constitue un facteur majeur de marginalisation sociale, exposant les jeunes filles à la précarité économique et à des risques accrus de victimisation, notamment en milieu urbain africain (Akindès, 2011 ; UNESCO, 2022).

La posture épistémologique retenue repose sur une lecture structurelle et non individualisante des trajectoires. Inspirée de la sociologie critique et de la criminologie contemporaine, elle considère que les situations de précarité ou de déviance potentielle résultent avant tout de l'affaiblissement des mécanismes de socialisation, de protection et d'intégration sociale, plutôt que de caractéristiques individuelles (Bourdieu, 1986 ; Bonelli, 2018 ; Villeneuve et al., 2020).

Sur le plan analytique, l'étude mobilise les notions de socialisation secondaire (Berger & Luckmann, 1966), de régulation sociale informelle (Durkheim, 1897/2013) et de prévention sociale de la déviance (de Vries et al., 2018). Les dispositifs de formation professionnelle sont donc conçus comme des lieux de re-socialisation à visée préventive dont l'efficacité repose sur la capacité à combiner apprentissage technique, encadrement éducatif et suivi post-formation.

Enfin, l'analyse s'appuie sur les approches de l'autonomisation et des capacités, qui permettent d'évaluer la capacité réelle des jeunes filles à transformer les compétences acquises en opportunités effectives d'insertion sociale et professionnelle (Sen, 1999 ; Kabeer, 2005 ; Robeyns, 2017). Dans cette optique, l'apprentissage apparaît comme un levier possible de prévention des trajectoires de marginalisation, à condition qu'il s'inscrive dans un environnement social, économique et institutionnel favorable.

Terrain d'étude

La recherche s'est déroulée à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, caractérisée par de fortes inégalités socio-spatiales, une urbanisation rapide et une concentration importante de populations vivant en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes et les jeunes filles dans les quartiers précaires (INS, 2021). Les données issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2014; INS 2017) et les analyses urbaines nationales mettent en évidence la persistance de disparités marquées en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services sociaux de base. Ces

caractéristiques font d'Abidjan un terrain particulièrement pertinent pour une analyse socio-criminologique des relations entre précarité sociale, déscolarisation et exposition aux risques de déviance.

L'enquête a été menée dans dix (10) centres de formation informelle (apprentissage, artisanat, services, petits métiers) pour jeunes filles déscolarisées dans les communes de Yopougon et d'Abobo, des zones marquées par une pauvreté économique chronique, une informalité professionnelle dominante et une vulnérabilité accrue aux phénomènes de marginalisation sociale. Ces centres ne se contentent pas de transmettre des compétences techniques (couture, pâtisserie, alphabétisation), mais exercent également un rôle de contrôle social informel, par l'encadrement éducatif, la responsabilisation et la transmission de normes sociales.

Population d'étude et méthodes de collecte des données

La population ciblée est constituée de 150 personnes, à savoir : les jeunes filles déscolarisées en formation, les responsables de centres, le personnel encadreur et les parents. Le choix des enquêtés est fait par un échantillonnage raisonné, en adéquation avec les objectifs de recherche et l'approche socio-criminologique.

La collecte des données s'est faite par le biais des méthodes qualitatives, afin de croiser les regards et d'analyser les dynamiques sociales à différents niveaux:

- La collecte des données qualitatives s'est appuyée sur des entretiens individuels semi-directifs menés auprès de trois catégories d'acteurs directement impliqués dans l'encadrement et l'environnement social des jeunes filles déscolarisées. Au total, 50 entretiens individuels semi-directifs ont été menés : 25 avec le personnel encadreur, 10 avec les chefs de centres de formation et 15 avec les parents.
Chaque entretien, d'une durée moyenne de 45 à 60 minutes, s'est déroulé principalement au sein des centres de formation professionnelle (bureaux administratifs ou espaces dédiés), ainsi qu'au domicile de certains parents lorsque cela facilitait leur participation. Les échanges ont été conduits dans des conditions garantissant la confidentialité, la liberté de parole et le respect des principes éthiques de la recherche. Ces entretiens avaient pour objectif de saisir les stratégies institutionnelles de prévention, les contraintes structurelles de l'insertion professionnelle et les représentations sociales de la déviance féminine des acteurs.
- La collecte des données a également reposé sur la réalisation de focus groups auprès des jeunes filles déscolarisées en formation, afin de favoriser l'expression collective de leurs parcours scolaires interrompus, de leurs expériences de vulnérabilité et de leurs

perceptions du rôle de la formation professionnelle dans la construction de trajectoires socialement intégrées.

Au total, 10 focus groups ont été organisés, chacun réunissant 8 à 10 participantes, pour un effectif global de 100 jeunes filles. Chaque séance, d'une durée d'environ 1h30, s'est déroulée dans des salles isolées et sécurisées des centres de formation, pour instaurer un climat de confiance et de libre parole. Les échanges ont été menés dans le respect strict des principes éthiques, notamment l'anonymat, le consentement éclairé et la confidentialité des propos recueillis.

Les entretiens ont été menés jusqu'à saturation empirique, c'est-à-dire jusqu'à ce que les données recueillies n'apportent plus d'éléments analytiques nouveaux. Cette saturation a permis de stabiliser l'échantillon et d'assurer la cohérence interne de l'analyse

Tableau 1 : Répartition des filles déscolarisées par centres de formation informels par filière et par commune (Abobo et Yopougon)

Filière de formation informelle	Abobo (n)	Centres estimés (Abobo)	Yopougon (n)	Centres estimés (Yopougon)	Total (n)	Total centres
Couture / coiffure / esthétique	20	2	20	2	40	4
Restauration / transformation alimentaire	12	1	13	1	25	2
Artisanat (savonnerie, perlage, teinture)	10	1	10	1	20	2
Services (commerce, aide-ménagère qualifiée, etc.)	8	1	7	1	15	2
Total	50	5	50	5	100	10

Source : Données de terrain

Le tableau 1 montre une répartition équilibrée des bénéficiaires entre Abobo et Yopougon, avec une distribution cohérente selon les filières. L'estimation des centres indique une capacité d'accueil adaptée aux effectifs identifiés.

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon selon la catégorie socioprofessionnelle

CATEGORIE SOCIO PROFESSIONNELLE	Fréquence de l'échantillon
Jeunes filles déscolarisées en formation	100
Personnel encadreur	25
Responsables des Centres	10
Parents	15
TOTAL	150

Source : Données de terrain

Le tableau 2 montre que l'échantillon est majoritairement composé de jeunes filles déscolarisées, cible principal de l'étude. La présence des acteurs d'encadrement, des responsables de centres et des parents permet néanmoins d'intégrer des points de vue complémentaires.

Méthode d'analyse des données

L'analyse des données s'appuie sur une analyse thématique à visée socio-criminologique, afin de dégager les facteurs de risque et de protection qui organisent les parcours des jeunes filles déscolarisées. Les données des entretiens individuels et des focus groups ont été soumises à un codage thématique ascendant, faisant émerger des catégories analytiques telles que la déscolarisation, la précarité socio-économique, la stigmatisation sociale, les stratégies d'adaptation, les mécanismes de prévention de la déviance et les modalités d'insertion socio-professionnelle.

Cette démarche s'inscrit dans les principes de l'analyse thématique en recherche qualitative, tels que formalisés par Paillé et Mucchielli (2016) et dans l'approche développée par Braun et Clarke (2021) qui privilégient une construction inductive des thèmes à partir des données empiriques, articulée aux cadres théoriques mobilisés.

Dans un premier temps, l'ensemble des entretiens a été intégralement transcrit, puis soumis à plusieurs lectures exploratoires afin de se familiariser avec le corpus. Un codage ouvert a ensuite permis de dégager des unités de sens liées aux contraintes structurelles de l'insertion, aux stratégies institutionnelles de prévention et aux représentations sociales de la déviance féminine. Ces codes ont progressivement été regroupés en catégories analytiques plus larges, à partir desquelles ont émergé les thèmes centraux de l'analyse.

Les données des focus groups ont été traitées de la même manière, en considérant la dynamique interactionnelle des discussions de groupe. L'analyse a porté sur les contenus discursifs et sur les convergences, divergences et consensus des participantes, pour saisir les représentations partagées, les normes implicites et les logiques collectives qui organisent les parcours de formation et d'insertion.

Dans un deuxième temps, une analyse thématique transversale a été effectuée pour croiser les résultats des entretiens individuels et des focus groups. Cette triangulation a permis de consolider la cohérence et la validité interne de l'analyse, en croisant les discours des jeunes filles avec ceux des encadreurs, des responsables de centres et des parents.

Enfin, les thèmes dégagés ont été interprétés à la lumière des cadres théoriques mobilisés, notamment les notions de marginalisation sociale, de régulation sociale informelle et de prévention sociale de la délinquance. Cette articulation entre données empiriques et cadres théoriques a permis de révéler

que les dispositifs de formation professionnelle peuvent, selon leurs formes d'organisation et d'accompagnement, être des lieux de resocialisation ou des dispositifs inefficaces pour diminuer durablement les risques socio-criminels auxquels sont exposées les jeunes filles déscolarisées.

Résultats

Les résultats de l'étude s'organisent autour de trois axes principaux, issus de l'analyse des données qualitatives :

- Le profil socio-scolaire et économique des jeunes filles enquêtées
- Les limites du processus de formation et d'insertion professionnelle
- Les obstacles sociaux et familiaux à la réinsertion durable

Chaque axe est développé ci-dessous à partir des données des entretiens et focus groups.

Profil socio-scolaire et vulnérabilité des jeunes filles enquêtées

Il ressort de l'analyse des données issues des entretiens individuels et des focus groups que le faible niveau de scolarisation des jeunes filles enquêtées limite fortement leur accès à l'emploi formel et aux dispositifs institutionnels d'aide. Plusieurs participantes évoquent l'absence de diplômes comme un frein à l'embauche, tandis que les encadreurs et les parents soulignent la difficulté à bénéficier des programmes publics de soutien à l'insertion professionnelle lorsque le niveau scolaire est jugé insuffisant.

Les entretiens et focus groups viennent confirmer et enrichir cette vulnérabilité structurelle. Plusieurs participantes évoquent l'absence de stages, de passerelles professionnelles et d'aide à l'installation à la fin de la formation:

« À la différence des grandes écoles reconnues, nous qui apprenons dans les petits centres ne bénéficions pas de stages. Une fois la formation terminée, nous sommes laissées à nous-mêmes » (Focus group, jeunes filles déscolarisées en apprentissage).

Les enquêtées affirment aussi ne pas recevoir d'aide des institutions publiques (Ministère de l'Enseignement professionnel, fonds nationaux de solidarité) pour s'installer à leur propre compte.

Cette vulnérabilité est accentuée par des parcours de déscolarisation marqués par la pauvreté, les grossesses précoces et l'absence de soutien parental, comme le témoigne une enquêtée :

« Mes parents n'avaient plus les moyens de payer l'école. On m'a dit d'apprendre un métier » (Focus group, jeune fille déscolarisée en apprentissage).

Les enquêtées évoquent une entrée précoce dans le monde du travail pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Faible capacité d'auto-emploi et limites de l'insertion professionnelle

Le deuxième axe des résultats met en évidence les difficultés d'insertion professionnelle rencontrées par les jeunes filles à l'issue de la formation. L'analyse des entretiens et des focus groups montre que, si l'apprentissage permet l'acquisition de compétences techniques de base, il ne conduit pas systématiquement à une insertion professionnelle durable.

Les participantes évoquent notamment des difficultés d'installation, l'absence de débouchés formels et le recours fréquent à des activités informelles, révélant les limites des dispositifs d'accompagnement post-formation.

Dans le cadre de cette étude, un centre de formation informel est une structure de formation qui opère en dehors du système formel d'enseignement technique et de formation professionnelle. Ces centres n'ont pas d'agrément administratif, ne délivrent pas de diplômes d'État et sont basés sur des modes d'apprentissage « sur le tas », par transmission directe des savoir-faire artisanaux.

L'étude des entretiens avec les responsables de ces centres révèle que les formatrices sont pour la plupart des artisanes chevronnées, maîtrisant les techniques du métier, mais sans formation pédagogique. Les responsables interrogés mettent en évidence que cela impacte la transmission des connaissances, les formatrices ayant du mal à organiser les apprentissages et à adapter leurs pratiques aux profils variés des apprenantes.

Comme le dit un personnel encadreur :

« Les artisans (enseignants) même s'ils maîtrisent leur art, ils n'ont pas de diplôme. Ils ont tous appris sur le tas » (Entretien semi-directif individuel, personnel encadreur).

Si l'apprentissage « sur le tas » permet d'acquérir des gestes techniques en situation de travail, il ne suffit pas lorsqu'il n'est pas accompagné d'un encadrement pédagogique et d'un accompagnement vers l'emploi. L'absence de reconnaissance institutionnelle de ces structures entrave leur capacité à collaborer avec le secteur privé et à proposer des débouchés professionnels pérennes. Les acteurs interrogés pensent que cela réduit les opportunités d'emploi pour les apprenantes.

Enfin, l'analyse des données des focus group de discussion révèlent aussi le sentiment d'abandon institutionnel des apprenantes après la formation. Plusieurs participantes mentionnent l'absence de dispositifs de financement, de stages ou d'aide à l'installation :

« Une fois la formation terminée, il n'y a pas d'aide pour s'installer. On se débrouille seules » (Focus group, jeunes filles déscolarisées en apprentissage).

Cette pression oblige certaines filles à travailler dans des conditions difficiles ou à quitter leur travail.

Négligence parentale et environnement social défavorable

Les résultats révèlent que le milieu familial est un obstacle à l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées. La plupart d'entre elles vivent dans des quartiers défavorisés et proviennent de familles vulnérables où les parents n'ont pas les moyens d'offrir une meilleure éducation. Dans ce contexte, l'apprentissage est rarement perçu comme un projet professionnel à long terme, mais plutôt comme une solution minimale pour soulager les charges familiales.

Les entretiens avec les parents montrent un faible investissement affectif et matériel dans la formation de leurs filles. Plusieurs parents expriment une vision essentiellement utilitariste de l'apprentissage, comme en témoigne ce propos :

« *L'important pour moi, c'est qu'elle gagne quelque chose et qu'elle ne me demande plus d'argent* » (Entretien semi-directif individuel).

Les discours parentaux expriment une attente d'abord économique de l'apprentissage. Cette pression économique pousse certaines jeunes filles à multiplier les petits boulots, voire à adopter des stratégies de survie à risque, compromettant leur insertion durable,

Une artisane descolarisée en stage témoigne à ce propos :

« *Je suis obligée de compléter l'argent, les pourboires que je gagne dans mon stage de couturière. Ce qui ne rapporte pas grand-chose parce que j'ai mes petits frères à ma charge* » (Focus Group jeunes filles descolarisées en apprentissage).

Cette configuration familiale illustre la complexité de la réinsertion, entre contraintes économiques, désengagement parental et vulnérabilités sociales. Peu à peu, ces jeunes filles deviennent les principales sources de revenus du ménage, ce qui provoque une inversion des rôles familiaux qui rend plus précaire leur insertion professionnelle.

Discussion

La discussion des résultats s'inscrit directement dans la question centrale de cette recherche : *dans quelle mesure les dispositifs de formation professionnelle et d'apprentissage favorisent-ils une insertion socio professionnelle durable des jeunes filles déscolarisées à Abidjan ?* Les résultats empiriques montrent que, si ces dispositifs constituent un levier nécessaire d'accès aux compétences, leur capacité à produire une insertion durable demeure limitée lorsqu'ils ne sont pas adossés à des mécanismes structurels d'accompagnement, de sécurisation et de reconnaissance sociale. Cette question principale se décline autour de trois axes analytiques, correspondant aux sous-questions de recherche:

- les limites structurelles des dispositifs d'insertion par la formation professionnelle,
- la précarisation persistante des trajectoires juvéniles féminines,
- les enjeux de prévention sociale et d'autonomisation.

Axe 1 : Les limites structurelles des dispositifs d'insertion par la formation professionnelle

Les résultats indiquent que la formation professionnelle, bien que nécessaire, ne suffit pas à assurer une insertion socio-professionnelle durable lorsqu'elle n'est pas accompagnée par des dispositifs institutionnels, financiers et psychosociaux. Cette limite, bien connue de la littérature, fait référence au décalage persistant entre l'offre de formation et les réalités du marché du travail, notamment dans les économies urbaines fortement informelles d'Afrique subsaharienne (World Bank, 2018 ; OECD, 2024).

En Côte d'Ivoire, ces difficultés s'inscrivent dans les recompositions sociales liées aux crises économiques et politico-militaires. Comme l'a souligné Akindès (2011), ces crises ont ébranlé les dispositifs de protection sociale et affaibli la capacité de l'État à organiser les trajectoires d'insertion, déplaçant la responsabilité de la prise en charge des jeunes vers les familles et l'économie informelle. Dans ce contexte, la formation professionnelle sert moins à ouvrir des perspectives pérennes qu'à agir comme un instrument de gestion sociale de la précarité.

Les politiques axées sur l'acquisition de compétences techniques génèrent donc des insertions précaires, caractérisées par un accès limité à l'auto-emploi structuré, l'absence de débouchés formels et une dépendance prolongée aux solidarités familiales (ILO, 2019 ; UNDP, 2023). Les résultats de cette étude viennent confirmer que le faible taux d'auto-emploi n'est pas tant un manque de compétences qu'un manque de dispositifs de sécurisation des parcours, en adéquation avec le désengagement institutionnel étudié par Akindès (2011).

Les travaux de Sissoko (2003) sur les jeunes filles déscolarisées à Abidjan gardent ici une valeur explicative. Mais les chiffres indiquent que ces stratégies d'adaptation par l'informel se sont pérennisées, corroborant les études récentes sur la normalisation de la précarité juvénile en ville (Honwana, 2014 ; Behrendt & Nguyen, 2018).

Axe 2 : Précarisation des parcours et dérégulation sociale

La précarité des parcours d'insertion révélée par cette recherche peut être lue comme le signe d'un affaiblissement des modes contemporains de régulation sociale. Les classiques de l'anomie (Durkheim, 1897) fournissent une grille de lecture utile mais à réactualiser à l'aune des mutations contemporaines de l'État social en Afrique de l'Ouest.

Dans cette optique, Akindès (2011) révèle que les crises ont durablement recomposé les relations entre État, familles et individus, induisant une individualisation forcée des parcours sociaux. Les jeunes, et plus particulièrement les jeunes filles de milieux populaires, sont confrontées à une responsabilisation précoce sans moyens, ce qui fragilise leurs trajectoires d'insertion et renforce leur vulnérabilité sociale.

Les travaux récents en criminologie et en sociologie de l'action publique montrent que la désinstitutionnalisation partielle des politiques d'insertion et la fragmentation des dispositifs d'accompagnement génèrent des parcours incertains et de vulnérabilité durable (Bonelli, 2018 ; Mucchielli, 2004; Villeneuve et al., 2020). Dans ce contexte, le manque de perspectives d'emploi stable conduit certaines jeunes filles à adopter des stratégies de survie économiquement et socialement coûteuses, parfois liées à un risque accru de marginalisation ou de victimisation.

Les résultats de cette étude confirment donc que la précarisation juvénile n'est pas un échec individuel, mais un désajustement structurel persistant entre dispositifs publics affaiblis, marché du travail informel et contraintes familiales accrues (OECD, 2024 ; UNDP, 2024).

Axe 3 : Prévention sociale, autonomisation et limites des politiques publiques

Les données empiriques mettent en question l'efficacité des politiques de prévention sociale qui font de la formation professionnelle le principal instrument de régulation des trajectoires juvéniles. Or, les études récentes indiquent que la diminution durable des risques sociaux passe par une combinaison de formation, d'accompagnement, d'accès aux ressources et de reconnaissance institutionnelle (McNeill, 2018 ; De Vries et al. 2018).

Les résultats de cette étude montrent que l'absence de politiques publiques intégrées entrave la capacité des jeunes filles à faire de la formation un réel outil d'autonomisation. Les approches modernes de l'autonomisation mettent l'accent sur le pouvoir réel d'agir, au-delà de l'accès aux ressources (Kabeer, 2005 ; Robeyns, 2017 ; Chiappero-Martinetti et al. 2020). Or, sans dispositifs post-formation, les compétences acquises se traduisent difficilement en insertion.

L'approche des capacités de Sen (1999) explique alors pourquoi la formation professionnelle ne peut avoir un effet préventif durable si elle n'est pas associée à des libertés effectives d'action. Elle n'est un outil d'autonomisation que lorsqu'elle s'intègre dans des politiques publiques inclusives, cohérentes et stabilisatrices (World Bank, 2018 ; UNESCO, 2022).

Enfin, si les références à Bourdieu (1986) et Foucault (1982) permettent d'interpréter les résultats en termes de capital social et de dispositifs de contrôle, les analyses critiques récentes montrent que l'enjeu est désormais

de savoir si les politiques publiques peuvent faire de la formation professionnelle un espace réellement émancipateur et non un simple instrument de gestion de la précarité issue des crises (Bonelli, 2018).

Dans cette perspective, les résultats de l'étude interpellent les politiques publiques de prévention sociale et de réinsertion des jeunes déscolarisées. Les actions du Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Académie des talents, à travers les dispositifs d'école de la seconde chance, semblent être des leviers institutionnels intéressants et promoteurs. En offrant des parcours de formation souples et adaptés aux parcours brisés des jeunes filles déscolarisées, ces dispositifs permettent de reconstruire des espaces de socialisation, de sécuriser les parcours d'apprentissage et de renforcer la dimension préventive de la formation professionnelle. Ils constituent alors un cadre structurant pour aller au-delà des dispositifs informels et permettre une insertion socio-professionnelle pérenne.

Synthèse de la discussion

En définitive, cette étude contribue à la littérature récente en montrant que l'apprentissage dans un contexte professionnel, en l'absence d'un accompagnement structurel et institutionnel renforcé, tend à reproduire les vulnérabilités qu'il est censé réduire. Elle invite à repenser les politiques d'insertion des jeunes filles déscolarisées à partir d'une approche intégrée, articulant formation, protection sociale, accès aux ressources et reconnaissance institutionnelle. Dans cette perspective, l'École de la Seconde Chance apparaît comme une voie prometteuse, en proposant des parcours flexibles adaptés aux trajectoires scolaires interrompues. En combinant formation, accompagnement psychosocial et appui à l'insertion, ce dispositif offre des perspectives concrètes de sécurisation des parcours et de renforcement de l'autonomisation des jeunes filles déscolarisées.

Conclusion

Cette étude visait à examiner comment les dispositifs de formation professionnelle, notamment l'apprentissage, contribuent à l'insertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées en milieu urbain ivoirien. Elle a adopté une démarche qualitative à visée socio-criminologique, à travers des entretiens individuels semi-directifs auprès des directeurs de centres, du personnel encadreur et des parents, et des focus groups avec des jeunes filles déscolarisées en formation. L'analyse des données s'est faite par une analyse thématique, identifiant les facteurs de risque et de protection organisant les parcours d'insertion.

Les résultats montrent que l'apprentissage, s'il permet l'acquisition de compétences techniques, ne suffit pas à assurer une insertion socio-

professionnelle durable en l'absence de dispositifs institutionnels, financiers et psychosociaux. L'étude révèle que le manque d'accompagnement post-formation, l'accès limité aux dispositifs d'auto-emploi, la dépendance continue aux solidarités familiales et la prédominance du secteur informel maintiennent les jeunes filles dans des situations de vulnérabilité sociale chronique. Sur le plan scientifique, cette étude contribue à l'état des connaissances en démontrant que la formation professionnelle, prise isolément, reproduit plus les inégalités sociales qu'elle ne les atténue, corroborant ainsi les analyses actuelles sur la précarisation des parcours juvéniles féminins en Afrique subsaharienne.

Mais cette étude a des limites. D'une part, elle est basée sur une méthode qualitative limitée à un contexte urbain particulier, ce qui rend difficile la généralisation des résultats à d'autres contextes géographiques ou ruraux. Par ailleurs, l'absence de données longitudinales ne permet pas de saisir l'évolution des trajectoires d'insertion à moyen et long terme. Enfin, l'étude s'est limitée aux perceptions et expériences des acteurs, sans inclure une évaluation quantitative des dispositifs institutionnels en place.

Ces limites ouvrent plusieurs pistes de recherches futures. Des enquêtes comparatives entre espaces urbains et ruraux permettraient de mieux appréhender les variations contextuelles des trajectoires d'insertion. Des recherches longitudinales pourraient également analyser les effets différés de l'apprentissage et des dispositifs d'accompagnement sur l'autonomisation économique des jeunes filles. Enfin, l'évaluation fine des dispositifs de l'Ecole de la seconde chance et de leur articulation avec les politiques publiques d'emploi serait un axe de recherche intéressant pour repérer les conditions d'une insertion socio-professionnelle véritablement durable et émancipatrice.

Déclaration relative aux participants humains

Cette étude s'inscrit dans la continuité de travaux académiques antérieurs (mémoire de maîtrise) de l'auteure, réalisés dans un cadre universitaire formel et validés par le Directeur de mémoire. À la période de collecte des données, aucun comité d'éthique institutionnel formel (IRB) n'était requis pour ce type de recherche dans le contexte institutionnel concerné. Néanmoins, l'ensemble du processus de recherche a été conduit dans le strict respect des principes éthiques applicables aux recherches impliquant des participants humains, conformément à la Déclaration d'Helsinki. Le consentement libre et éclairé des participants a été obtenu, et les principes de confidentialité, d'anonymat et de protection des données ont été garantis.

Conflit d'intérêts : L'auteur n'a déclaré aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : L'auteur n'a obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Akindès, F. (2011). *Les recompositions sociales en Côte d'Ivoire : Crises, conflits et transformations sociales*. Paris, France : Karthala.
2. Behrendt, C., & Nguyen, Q. A. (2018). *Innovative approaches for ensuring universal social protection for the future of work*. Geneva, Switzerland: International Labour Office.
3. Berger, P. L., & Luckmann, T. (1966). *The social construction of reality: A treatise in the sociology of knowledge*. Anchor Books.
4. Bonelli, L. (2018). *La France a peur : Une histoire sociale de l'« insécurité »*. Paris, France : La Découverte.
5. Bourdieu, P. (1986). *La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris, France : Éditions de Minuit.
6. Braun, V., & Clarke, V. (2021). *Thematic analysis: A practical guide*. London, UK: SAGE.
7. Chiappero-Martinetti, E., Osmani, S., & Qizilbash, M. (Eds.). (2020). *The Cambridge handbook of the capability approach*. Cambridge University Press. ISBN 978-1-107-11528-6
8. Darmon, M. (2016). *Classes préparatoires : La fabrique d'une jeunesse dominante*. Paris, France : La Découverte.
9. de Vries, S. L. A., Hoeve, M., Asscher, J. J., & Stams, G. J. J. M. (2018). Long-term effects of the youth crime prevention program New Perspectives on delinquency and recidivism. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 62(12), 3639–3661. <https://doi.org/10.1177/0306624X17751161>
10. Durkheim, É. (1897/2013). *Le suicide : Étude de sociologie*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
11. Foucault, M. (1982). The subject and power. *Critical Inquiry*, 8(4), 777–795. <https://doi.org/10.1086/448181>
12. Honwana, A. (2014). *Youth and revolution in Tunisia*. London, UK: Zed Books.
13. Institut national de la statistique (INS). (2017). *Recensement général de la population et de l'habitat 2014 (RGPH 2014) : Rapport global d'analyse*. Abidjan, Côte d'Ivoire : INS.
14. Institut National de Statistiques (2021). *Résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2021) : structure de la population et conditions de vie*, Abidjan.

15. International Labour Organization. (2019). *Work for a brighter future: Global Commission on the Future of Work*. Geneva, Switzerland: ILO.
16. Kabeer, N. (2005). Gender equality and women's empowerment: A critical analysis of the third Millennium Development Goal. *Gender & Development*, 13(1), 13–24.
<https://doi.org/10.1080/13552070512331332273>
17. McNeill, F. (2018). *Pervasive punishment: Making sense of mass supervision*. Emerald Publishing Limited.
<https://doi.org/10.1108/9781787564657>
18. Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA). (2023). Rapport annuel sur la scolarisation et l'abandon scolaire des filles en Côte d'Ivoire.
19. Mucchielli, L. (2004). *Regard sociologique sur l'évolution des délinquances juvéniles, leur genèse et leur prévention*. Lettre Claris, (6), 15 p.
20. OECD. (2024). OECD youth policy toolkit. OECD Publishing.
https://www.oecd.org/en/publications/oecd-youth-policy-toolkit_74b6f8f3-en
21. Paillé, P., & Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (4e éd.). Paris, France : Armand Colin.
22. Robeyns, I. (2017). *Wellbeing, freedom and social justice: The capability approach re-examined*. Cambridge, UK: Open Book Publishers. <https://doi.org/10.11647/OBP.0130>
23. Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford, UK: Oxford University Press.
24. Sissoko, A. (2003). *Jeunes filles déscolarisées et stratégies de survie en milieu urbain abidjanais*. Abidjan, Côte d'Ivoire : NEI.
25. UNDP. (2023/2024). *Human development report 2023–2024*. New York, NY: Human Development Report Office.
26. UNESCO. (2022). *Global education monitoring report: Gender report*. Paris, France: UNESCO.
27. Villeneuve, M.-P., Dufour, I., & Farrall, S. (2020). *Désistement assisté en contexte formel : Une étude de la portée*. Criminologie, 53(1), 41–72.
28. World Bank. (2018). *World development report 2018: Learning to realize education's promise*. Washington, DC: World Bank.
<https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1096-1>